

Christian Salmon
Tombeau
de la fiction

E S S A I

DENOËL

Extrait de la publication

Tombeau de la fiction

Christian Salmon
Tombeau
de la fiction

E S S A I

DENOËL

Ouvrage publié sous la direction
de Bernard Comment

*En application de la loi du 11 mars 1957,
il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement
le présent ouvrage sans l'autorisation de l'éditeur
ou du Centre français d'exploitation du droit de copie.*

© 1999, by Éditions Denoël
9, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris
ISBN 2-207-24957-3
B 24957-3

Danilo Kiš
In memoriam

*Tous ces morts autour de nous où les
enterrer sinon dans le langage?*

ADONIS

Sommaire

AVANT-PROPOS	13
PREMIÈRE PARTIE : <i>Le mutisme et le meurtre</i>	23
Sur une fatwa passée inaperçue	25
Staline et son traître	37
Un carnaval interdit	47
DEUXIÈME PARTIE : <i>L'embaumement de l'auteur</i>	57
Le tombeau du rire	59
Nécrologies	71
L'invention de Kafka	81
TROISIÈME PARTIE : <i>Le paradoxe du romancier</i>	87
L'énigme du renoncement	89
Deuil de l'expérience	97
Misère de la volonté	102

L'aventure de l'involontaire	113
Un instant sans surveillance	125
QUATRIÈME PARTIE : <i>Experimental life</i>	129
Un métier d'errance	131
Une fiction doublée de honte	152
Le péché d' <i>habiter les limbes</i>	163
ÉPILOGUE : Le mutisme de Joséphine	179
Notes	189

Avant-propos

Le 14 février 1989, lorsque, à la suite de violentes manifestations au Pakistan contre la parution des *Verets sataniques*, l'imam Khomeyni prononça une fatwa demandant à tous les musulmans du monde « d'exécuter rapidement, où qu'ils se trouvent, Salman Rushdie et ses éditeurs », nous avons compris brusquement que la censure n'avait plus de frontière et que, pour le meilleur et pour le pire, le monde était irrémédiablement ouvert et qu'il n'offrait plus de refuge. À la place de l'énigme impensable pour laquelle nous n'avions d'autre réponse qu'anachronique — celle des bûchers de l'Inquisition —, s'installait durablement à la une de nos journaux et sur nos écrans le visage d'un écrivain londonien, mi-blaqueur, mi-médusé, mi-anglais et mi-indien, et qui se distinguait par une manière assez nouvelle de revendiquer la liberté littéraire, le droit à la fiction.

Emporté par cette affaire politico-littéraire sans précédent qui mobilisa pendant dix ans les services secrets de plusieurs pays, des armées de diplomates et de policiers, des commandos intégristes et les médias affolés, Salman Rushdie aurait pu s'abîmer dans ce miroir médiatique où les pires tragédies se transforment en faits divers... S'il a échappé à cette réduction, c'est d'abord et avant tout parce qu'il était écrivain et que, tout en menant, tambour battant, la bataille contre un terrorisme d'État, il poursuivait une autre bataille, plus subtile celle-là et plus difficile à gagner, contre une autre fatwa.

Les auteurs de cette seconde fatwa n'étaient pas les mollahs intégristes de Téhéran, mais des hommes politiques (parfois même progressistes), des religieux (souvent parmi les plus éclairés) et même des écrivains (John Le Carré). Aux lendemains de la fatwa, on les vit s'empresse d'exprimer leur solidarité non pas à l'égard d'un écrivain menacé de mort par un État terroriste, mais avec « les musulmans injustement insultés dans leur conviction religieuse ». Mgr Decourtray, primat des Gaules, établissant un lien entre l'affaire Rushdie et la campagne déclenchée quelques mois auparavant contre le film de Scorsese *La Dernière Tentation du Christ*, s'écriait : « Une fois encore des croyants sont insultés dans leur foi. Hier dans un film défigurant le visage du Christ. Aujourd'hui les musulmans dans un livre sur le Prophète. » L'archevêque de New York, Mgr John O'Connor, estimait lui aussi que le livre de Rushdie offensait la foi et demandait à ses fidèles de ne pas le lire. Le grand rabbin d'Israël, le Vatican et Margaret Thatcher exprimèrent la même réprobation...

Jacques Chirac, futur président de la République française, déclara imprudemment : « Je n'ai aucune sympathie pour M. Rushdie. J'ai lu ce qui a été publié dans la presse (il s'agissait des premiers chapitres des *Versets sataniques*). C'est misérable. »

Mais c'est Mgr Lustiger, membre de l'Académie française, qui est sans doute allé le plus loin, ne craignant pas d'affirmer que « la figure du Christ et celle de Mahomet n'appartiennent pas à l'imaginaire des artistes... », tirant ainsi un trait sur des siècles d'histoire de la peinture¹.

Quatre ans plus tard, à l'occasion de la fondation du Parlement international des écrivains², Salman Rushdie expliqua que, après les prises d'otages et les détournements d'avion, le meurtre d'écrivain pourrait bien devenir un nouveau modèle de terrorisme international. « Si ce modèle n'est pas combattu, avertissait-il, il sera appliqué et il s'étendra. » Et c'est bien ce qui s'est passé. Au cours des dix dernières années, les fatwas se sont multipliées en Iran, en Égypte, au Bangladesh, en Algérie, et les écrivains et les intellectuels sont devenus la cible privilégiée d'attentats aveugles et à haut rendement médiatique ; de la censure des œuvres on est passé à la persécution des auteurs, des textes censurés aux têtes tranchées.

Aujourd'hui, la littérature est soumise à une violence sans précédent dans son histoire. La censure a changé. De formes. D'agents. De mobiles. Elle s'est privatisée, s'est détachée de l'État pour se diffuser dans la société,

devenir un état d'esprit. Elle ne frappe plus seulement les livres, elle vise directement les auteurs. Mais surtout elle ne traque plus seulement des opinions politiques, religieuses ou idéologiques, elle s'attaque à la fiction en tant que telle et prétend transformer en délit toute pratique artistique libre. En Iran, c'est la musique dans son ensemble, sa diffusion, son enseignement qui ont été longtemps interdits ou réglementés. En Afghanistan, l'une des premières initiatives des taliban, après leur entrée dans Kaboul, fut de brûler des bobines de films, sans même les visionner, dans des autodafés que retransmirent les télévisions du monde entier. Et en Algérie le seul fait d'être *réputé* écrivain suffisait pour figurer sur les listes noires des commandos islamistes.

Depuis la chute du mur de Berlin, la censure n'est plus seulement le fait des États totalitaires ; la figure dominante d'une censure centrale, disposant d'organes bureaucratiques qui permettaient de traquer la pensée dissidente, se double aujourd'hui de multiples phénomènes de violence et de répression, parfois spontanés parfois organisés, dont l'intensité varie selon les pays et qui ont pour seul point commun une haine aveugle de l'art et de la fiction. Et cette haine gagne du terrain, non seulement dans les régions à fondamentalisme islamiste, mais aussi en Europe ou aux États-Unis où de véritables lobbies antiartistiques tentent d'imposer aux artistes et aux écrivains leurs raisons, leurs critères, leurs limites ; des œuvres comme celles de Steinbeck ou de Richard Wright sont interdites dans certains lycées sous la pression des organisations de parents d'élèves, comme en France dans certaines municipalités conquises par l'ex-

trême droite où sont apparues des listes de livres à retirer des bibliothèques.

Le nouveau Code pénal français de 1994, adopté sous la pression de lobbies extrémistes, ne légitime-t-il pas les intimidations, les poursuites contre des livres ou des expositions ? Profanation, incitation à la débauche, les arguments ne manquent pas pour interdire, bâillonner, punir. Toutes les protections, tous les verrous savamment ménagés depuis l'époque des Lumières, afin de protéger l'espace de la création, sont en train de sauter.

Les persécutions meurtrières d'écrivains et d'intellectuels ne constituent pas de simples violations des droits individuels, d'opinion ou d'expression. Elles visent ce qui, dans la fiction, ébauche d'autres mondes, d'autres formes de vie, d'autres types de relation entre les hommes. On l'a bien vu en Yougoslavie où, avant que les armes ne se mettent à parler, on a commencé par réduire au silence les écrivains, par épurer les dictionnaires et cette langue serbo-croate dont le trait d'union est tout un symbole. En Algérie, avant de laisser la voie libre aux terroristes et aux assassins, on a mis au pas le berbère et le français et imposé un arabe desséché, une langue de bois tout juste bonne pour les bureaucrates du parti et les instructeurs de l'armée. Dans les guerres de cette dernière décennie, la purification linguistique a précédé la purification ethnique, et en Afghanistan comme en ex-Yougoslavie, le contrôle linguistique des populations s'est révélé un enjeu aussi meurtrier que la maîtrise ou la conquête du territoire.

En 1988, à un journaliste qui lui demandait : « Si vous deviez condenser en un roman la réalité yougoslave, avec ses profonds déchirements et le spectre de conflits fratricides, quels aspects en retiendriez-vous ? » Danilo Kiš répondit sans hésiter : « Je décrirais des Gargantua et des Pantagrue, dévorés d'un énorme appétit, et une réunion de savants, de dirigeants communistes qui parlent, même entre eux, une langue incompréhensible et ne réussissent pas à communiquer avec la population³. »

Une semblable réunion aurait pu aussi se tenir en Algérie où les Gargantua intégristes et les Pantagrue du pouvoir se disputent depuis plusieurs années un pays exsangue et comme frappé de mutisme.

En 1934, alors que les nazis venaient de prendre le pouvoir en Allemagne et que s'allumaient les bûchers des premiers autodafés, Hermann Broch, dans un texte peu connu, intitulé *L'Esprit du temps*, écrivait : « Un mépris singulier et même presque un dégoût du mot s'est emparé de l'humanité. La belle confiance en la possibilité pour les hommes de se convaincre par le mot, le mot et la parole, s'est perdue radicalement. Jamais, tout au moins dans l'histoire de l'Europe occidentale, le monde n'a concédé avec pareille sincérité et franchise [...] que le mot n'a pas de valeur, que cela ne vaut même pas la peine de chercher une compréhension mutuelle [...]. Lourdemment le mutisme pèse sur le monde⁴. »

Aujourd'hui le contrôle planétaire de masses subjuguées et passives passe par une domination des formes de création symbolique, et de la fiction en premier lieu. Car la censure c'est avant tout et partout la tyrannie de l'Unique. Ce qui est pourchassé c'est ce qui se cherche, l'informulé, l'inouï, l'hétérogène et le divers : tout ce qui

naît. « Le divers est menacé dans ce monde », écrivait déjà Victor Segalen⁵. Il y a pire désormais que la censure des droits individuels d'expression, c'est l'espace culturel qu'on est en train d'imposer. Un espace culturel standardisé, homogénéisé, dominé par les grands standards médiatiques et les industries culturelles transnationales, un *espace Schengen de la culture* qui ne laissera que peu de place à l'expression des diversités et des minorités linguistiques et culturelles. Aux macropolitiques de la globalisation, il convient d'opposer une micro-politique des différences, politique concrète, pragmatique qui vise à créer des espaces refuges pour la création, des lieux de dialogue, de publication, politique mineure plutôt que majoritaire, qui vise à mettre en contact ceux qui parlent, écrivent et ceux qu'on fait taire.

Il nous faut, comme le disait Gilles Deleuze, devenir cartographes : dessiner (plutôt que dénoncer) des lignes de fuite, jeter des ponts, agencer de nouvelles relations entre arts et cultures ; exhumer des cultures étouffées, des langues qui s'effacent..., être des archivistes aussi au sens de Foucault qui qualifia un jour le travail de l'intellectuel « d'érudition sans répit », à savoir confronter des sources contradictoires, publier des documents enfouis, ressusciter des histoires oubliées... Mais l'une des tâches les plus urgentes est aujourd'hui d'entreprendre un vaste travail d'enquête sur les transformations de l'espace culturel, ses effets de silenciation, de standardisation, d'arasement ou d'érosion, d'isolement et de fragmentation.

Tout indique en effet que les formes traditionnelles de censure juridique et institutionnelle sont en train de céder la place à des formes nouvelles : moins repérables,

plus fonctionnelles et plus diffuses, et qui, à l'abri des formes plus violentes dont elles règlent soigneusement le spectacle, accomplissent le discret maillage des sociétés de contrôle et installent partout le règne de l'homogène et sa phobie de l'art et de la fiction.

Dix ans après son déclenchement, l'affaire Rushdie s'est révélée comme la scène finale (et théâtrale) d'une tragédie où tous les protagonistes — médias et mollahs, Occident « éclairé » et islamisme radical, éminences politiques et religieuses — se sont trouvés un à un démasqués. Que ce soit à Paris ou à New York, à Rome ou à Jérusalem, la fatwa a été rendue d'autant plus acceptable et Salman Rushdie suspect, qu'était grand l'oubli de la littérature. Voilà ce qu'a révélé au grand jour cette affaire : l'oubli de la littérature, la vieille haine de l'art qui hante ce siècle, la fatwa contre la fiction. Selon cette fatwa, *Les Âmes mortes* insultaient le dogme de l'immortalité de l'âme, *Madame Bovary* faisait l'apologie de l'adultère et *Lolita* de Nabokov, un roman qu'il serait aujourd'hui impossible de publier, celle de la pédophilie. Quant à *l'Ulysse* de Joyce, il fut qualifié de « littérature de latrines » et de « bolchevisme littéraire ». Publié à Paris en 1922, il resta interdit aux États-Unis jusqu'en 1933 et en Angleterre jusqu'en 1937. Pourtant, à toutes ces époques, il ne manquait pas d'ouvrages pornographiques, de traités antireligieux ou de pseudo-romans licencieux en libre circulation. Mais c'est sur la littérature qu'on s'est toujours acharné. Qu'y a-t-il donc de si menaçant dans la fiction ?

Christian Salmon

•• Tombeau de la fiction

Christian Salmon est le secrétaire général du Parlement international des écrivains, qu'il a fondé en 1994 avec plusieurs centaines d'écrivains des cinq continents, pour défendre le droit à la fiction et venir en aide aux créateurs menacés.

Depuis la fatwa lancée contre Salman Rushdie, les meurtres d'écrivains se sont multipliés, en Iran, en Algérie, en Afghanistan, en Égypte... Mais la censure prend aussi de nos jours des formes moins repérables, celles qui installent partout le règne de l'homogène et sa phobie de l'art et de la fiction.

Car la fiction menace le monde. Et le monde s'efforce de la conjurer. C'est une lutte sans répit, un combat inégal qu'interrompt souvent le gong des hôpitaux psychiatriques, ou simplement l'épuisement et la mort. Gogol signe sa reddition, brûle ses papiers et meurt. Kafka se tait et remet sa silhouette aux biographes et aux embaumeurs. Flaubert s'endort en colère. D'autres destins sont aussi évoqués : ceux de Broch, de Gombrowicz, de Kiš...

Mais la fiction ne cesse pourtant de rebondir ; ailleurs, aux confins de la langue et du territoire. Bouleversant les usages, heurtant le goût et les tabous, elle va son chemin et revendique son indépendance. C'est ce combat que raconte *Tombeau de la fiction*, qui peut aussi se lire comme un manifeste pour la liberté littéraire.

DENOËL

B 24957.3  10.99
ISBN 2.207.24957.3
120 FF TTC

9  782207 249574